

Brochure n° 3218

Convention collective nationale

IDCC : 1261. – **CENTRES SOCIAUX
ET SOCIOCULTURELS**

(8^e édition. – Novembre 2004)

**PROTOCOLE D'ACCORD COLLECTIF N° 11-05
DU 10 NOVEMBRE 2005**

INSTITUANT UN FONDS D'AIDE AU PARITARISME

NOR : *ASET0650413M*

IDCC : 1261

L'organisation employeur et les organisations syndicales de salariés signataires souhaitent développer la négociation collective dans la branche et promouvoir le dialogue social au sein des structures relevant de la convention collective nationale du 4 juin 1983.

Afin de permettre un tel développement, et pour tenir compte des différentes instances de négociation en place dans la branche professionnelle, il est nécessaire de donner aux organisations les moyens financiers pour pouvoir mener à bien leurs missions. Il s'agit notamment de favoriser l'application de la convention collective nationale du 4 juin 1983 ainsi que la promotion et la valorisation de la branche.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application de l'accord

Le présent protocole d'accord est applicable dès sa signature aux adhérents du SNAEC SO. Les signataires conviennent d'en demander l'extension aux employeurs et salariés couverts par le champ d'application de la convention collective nationale du 4 juin 1983.

Article 2

Objet de l'accord

Le présent accord a pour objet :

- de créer une contribution mutualisée visant à financer un fonds d'aide au paritarisme afin d'en permettre son fonctionnement et d'en favoriser son développement ;
- de prévoir les modalités de répartition, de gestion et de contrôle des sommes collectées.

Article 3

Utilisation des fonds

Ce fonds est destiné à financer les dépenses telles que définies à l'article 6 du présent accord collectif.

Article 4

Contribution de l'employeur

4.1. Montant

Dans le cadre du présent accord, pour assurer le financement du fonds d'aide au paritarisme, les employeurs relevant du champ d'application de la convention collective nationale du 4 juin 1983 sont tenus de verser une contribution annuelle.

Cette contribution est égale à 0,08 % de la masse salariale annuelle brute.

4.2. Collecte

L'appel de la contribution prévue à l'article 4.1 du présent accord est effectué par l'organisme gestionnaire de prévoyance, désigné par les statuts de l'association prévue à l'article 5 du présent accord :

L'appel de cette contribution est effectué en même temps que les cotisations affectées au financement de la prévoyance et de la retraite complémentaire, à savoir sur la base du trimestre précédent. Cette collecte figure distinctement sur le bordereau.

Cet organisme reverse à l'association chargée de la gestion des fonds du paritarisme pour la branche couverte par la convention collective nationale du 4 juin 1983 les contributions collectées, sans frais de collecte supplémentaire.

Article 5

Création d'une association chargée de la gestion des fonds du paritarisme pour la branche couverte par la convention collective nationale du 4 juin 1983

Les organisations signataires du présent accord s'entendent pour créer une association dénommée « association chargée de la gestion des fonds du paritarisme pour la branche couverte par la convention collective nationale du 4 juin 1983 », dont les statuts figurent en annexe du présent accord collectif.

Placée sous l'autorité de la commission paritaire nationale de négociation, elle a pour objet :

- mandater un organisme gestionnaire pour l'appel et le recouvrement de la contribution instituée à l'article 4 du présent accord collectif ;
- gérer les contributions, veiller à leur répartition conformément à l'affectation prévue par l'accord paritaire de branche ;
- et, plus généralement, assurer la communication, l'information, la formation et le suivi financier auprès de la commission paritaire nationale de négociation.

Article 6

Affectation des ressources

Le montant total et global des contributions recueillies par l'association chargée de la gestion des fonds du paritarisme pour la branche couverte par la convention collective nationale du 4 juin 1983 sera affecté selon les modalités suivantes :

- un fonds « fonctionnement du paritarisme », doté de 60 % de l'enveloppe à répartir ;
- un fonds « exercice du syndicalisme/développement du dialogue social », doté de 40 % de la somme à répartir.

6.1. Fonds « fonctionnement du paritarisme »

Les crédits de ce fonds sont affectés au financement des dépenses engagées et figurant dans la liste suivante :

- frais de déplacement, restauration et hébergement liés commissions et groupes de travail paritaires nationaux institués par la commission paritaire nationale de négociation (en dehors de tout autre mode de prise en charge) sur présentation de justificatifs.
- cette prise en charge est effectuée sur la base des frais réels encourus, sur un plafond fixé par la commission paritaire nationale de négociation et sur présentation de justificatifs constitués par les convocations, l'émargement de la feuille de présence et les pièces justificatives des frais réels encouru ;
- frais de déplacement, restauration et hébergement liés aux réunions paritaires régionales (en dehors de tout autre mode de prise en charge).
- ces frais sont remboursés sur une base forfaitaire.
- le forfait est versé, sur présentation de justificatifs, à l'organisation syndicale (SNAEC/SO/syndicats de salariés signataires de la convention collective nationale du 4 juin 1983) ayant mandaté un participant aux réunions paritaires régionales concernées. Ce forfait couvre les frais de déplacement et de restauration.
- les justificatifs sont constitués par la convocation cosignée et l'émargement de la feuille de présence.
- le montant de ce forfait est fixé chaque année par la commission paritaire nationale de négociation ;
- indemnisation, sur présentation de justificatifs, des employeurs des salariés participants à des réunions paritaires, des conséquences résultant de l'absence du salarié ;
- participation au support administratif des réunions de commissions paritaires nationales de négociation et des commissions régionales ;

- support administratif de l'association de gestion des fonds du paritarisme ;
- études liées au paritarisme et décidées en commission paritaire nationale de négociation.

Lorsque certaines dépenses remboursées au titre de l'une des 6 rubriques prévues ci-dessus peuvent être prises en charge par une autre source de financement, l'association de gestion rembourse les dépenses, récupère les pièces justificatives puis se retourne vers l'autre source de financement pour réalimenter le fonds.

Les crédits non consommés en fin d'année sur ce fonds sont réaffectés au même fonds pour l'année suivante.

6.2. Fonds « exercice du syndicalisme/développement du dialogue social »

Les crédits issus de ce fonds sont répartis de la façon suivante : 50 % pour le SNAEC SO, syndicat employeur de la branche, et 50 % répartis entre les 5 organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et signataires de la convention collective nationale du 4 juin 1983.

Le versement des sommes est soumis à 2 conditions cumulatives :

- désignation de 1 ou 2 représentants à la commission paritaire nationale de négociation (CPNN) ;
- présence effective des organisations syndicales requise aux réunions de la CPNN pour la moitié au moins du nombre de séances ayant lieu dans l'année.

Les crédits non consommés en fin d'année sur ce fonds sont réaffectés au même fonds pour l'année suivante.

Article 7

Entrée en vigueur de l'accord collectif

Le présent protocole d'accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Les signataires conviennent de déposer le présent protocole d'accord auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi et d'en demander l'extension dans les conditions fixées par l'article L. 133-8 du code du travail.

Article 8

Interdiction de conclure des accords collectifs d'entreprise moins favorables

Conformément aux dispositions des articles L. 132-13 modifié, L. 132-17-1 nouveau et L. 132-23 modifié au sens de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004, il ne peut être conclu d'accords collectifs d'entreprise ayant un caractère moins favorable, en tout ou partie, que le présent accord collectif de branche.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 10 novembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SNAEC SO.

Syndicats de salariés :

Fédération nationale des services de santé et des services sociaux
CFDT ;

Fédération nationale des syndicats du spectacle de l'audiovisuel, et de
l'action culturelle USPAOC-CGT ;

Fédération santé et sociaux CFTC ;

Fédération nationale de l'action sociale CGT-FO.

ANNEXE

STATUTS D'UNE ASSOCIATION CHARGÉE DE LA GESTION DU FONDS D'AIDE AU PARITARISME

L'organisation employeur et les organisations syndicales de salariés signataires de la convention collective nationale du 4 juin 1983 ont décidé de constituer un fonds commun d'aide au paritarisme.

Les signataires ont ainsi décidé que les sommes constituant ce fonds seront collectées par un organisme collecteur de prévoyance, puis directement reversées à une association paritaire dédiée à la gestion dudit fonds.

A cette fin, les soussignés, membres de la commission paritaire nationale de négociation de la branche relevant de la convention collective nationale du 4 juin 1983, créent entre eux une telle association et établissent les statuts suivants :

Article 1^{er}

Forme

Il est créé une association à but non lucratif, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour dénomination : association chargée de la gestion des fonds du paritarisme pour la branche couverte par la convention collective nationale du 4 juin 1983.

Article 2

Objet

L'association a pour objet, sous le contrôle de la commission paritaire nationale de négociation, de développer et de promouvoir le paritarisme au sein de la branche des centres sociaux et socioculturels dans le strict cadre de l'accord paritaire national du 10 novembre 2005 instituant un fonds d'aide au paritarisme.

A ce titre, elle mandate l'organisme gestionnaire du régime de prévoyance de la branche, pour l'appel et la collecte de la contribution mutualisée auprès des employeurs au titre du financement du paritarisme.

Elle gère l'ensemble des fonds collectés, sous le contrôle et l'autorité de la commission paritaire nationale de négociation.

Article 3

Siège social

Le siège social de l'association est fixé 18-22, avenue Eugène-Thomas, 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

Article 4

Durée de l'association

La durée de l'association est illimitée.

Article 5

Composition

L'association se compose de 10 membres issus du collège employeur représenté par le SNAEC SO et du collège salarié représenté par la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, la CGT-FO et la CGT, signataires de la convention collective nationale du 4 juin 1983.

- organisation employeur : SNAEC SO ;
- organisations syndicales de salariés :
 - CFDT, fédération nationale des services de santé et des services sociaux ;
 - fédération française de l'action sociale et de la santé CFE-CGC ;
 - CFTC, fédération santé et sociaux ;
 - CGT-FO, fédération nationale de l'action sociale ;
 - USPAOC-CGT, fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel.

L'organisation employeur désigne 5 membres représentants.

Chacune des organisations de salariés désigne 1 membre représentant.

Article 6

Fonctionnement de l'association

6.1. Conseil d'administration

L'association est dirigée par un conseil d'administration de 4 membres, désignés pour 2 ans, un président, un vice-président, un trésorier et un trésorier adjoint. Le président et le trésorier doivent être choisis alternativement, l'un dans le collège employeur, l'autre dans le collège salarié, avec alternance des fonctions après chaque mandat.

Le vice-président et le trésorier-adjoint doivent être choisis dans le collège auquel n'appartiennent pas le président et le trésorier.

Chaque collège désigne les membres aux postes qui lui sont dévolus.

En cas de vacance, le représentant est aussitôt remplacé dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent, pour la durée du mandat restant à courir.

Le conseil d'administration contrôle la bonne application de l'accord collectif instituant un fonds d'aide au paritarisme et des accords paritaires conclus pour sa mise en œuvre, tant au niveau de l'exécution de la collecte qu'au niveau du règlement des dépenses.

A cet effet, il se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation conjointe du président et du vice-président, et ces réunions font l'objet d'un procès-verbal communiqué à la commission paritaire nationale de négociation.

Il rend compte de sa mission à la commission paritaire nationale de négociation, à la demande de celle-ci et en tout état de cause à l'échéance du mandat des membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration prend ses décisions à l'unanimité des membres présents.

La commission paritaire nationale de négociation est seule habilitée à trancher les éventuelles difficultés.

Elle est saisie conjointement par le président et le vice-président ou se saisit d'office lorsqu'elle le juge nécessaire à la lecture du procès-verbal.

6.2. Assemblée générale ordinaire

Les 10 membres représentants désignés dans le cadre de l'article 5 des présents statuts composent l'assemblée générale ordinaire de l'association en 2 collèges distincts (employeurs, salariés).

Ils se réunissent annuellement en une assemblée générale ordinaire sur convocation conjointe du président et du vice-président devant parvenir au moins 15 jours avant la date de l'assemblée.

Chaque membre représentant dispose d'une voix et chaque collègue dispose de 5 voix.

Sans quorum de 3 membres représentants de chaque collège, l'assemblée générale ordinaire ne peut se tenir.

Les décisions sont prises par accord majoritaire des 2 collèges.

Au cours de cette assemblée, il est procédé à la désignation d'un président, d'un vice-président, d'un trésorier ainsi que d'un trésorier-adjoint, dans les conditions de l'article 6.1 des présents statuts.

Chaque collège désigne les membres aux postes qui lui sont dévolus.

6.3. Assemblée générale extraordinaire

En cas de modification des statuts ou de dissolution de l'association, les 10 représentants désignés dans le cadre de l'article 5 des présents statuts composent une assemblée générale extraordinaire, sur convocation conjointe du président et du vice-président devant intervenir au moins 15 jours avant la tenue de l'assemblée.

Chaque membre représentant dispose de 1 voix et chaque collègue dispose de 5 voix.

Sans quorum de 3 membres représentants de chaque collège, l'assemblée générale extraordinaire ne peut se tenir.

Les décisions sont prises par accord majoritaire des 2 collèges.

Article 7

Perte de la qualité de membre représentant

La qualité de membre se perd par :

- le décès ;
- la démission, qui doit être adressée par écrit au conseil d'administration et à la commission paritaire nationale de la négociation ;
- le retrait de mandat prononcé par l'organisation syndicale qui l'a désigné.

Article 8

Ressources de l'association

Les ressources de l'association comprennent notamment :

- la contribution mutualisée visée à l'article 4 de l'accord collectif instituant un fonds d'aide au paritarisme ;
- des subventions, dotations et aides publiques pouvant être allouées ;
- toute autre ressource non contraire à la législation en vigueur.

Les ressources de l'association sont employées conformément à l'article 6 de l'accord collectif instituant un fonds d'aide au paritarisme.

Article 9

Contrôle paritaire

Toute ressource est utilisée conformément à l'accord collectif du 10 novembre 2005 instituant un fonds d'aide au paritarisme.

Toute utilisation est soumise au contrôle de la commission paritaire nationale de négociation.

Article 9

Modification des statuts et dissolution de l'association

La modification des présents statuts ne peut être décidée qu'en assemblée générale extraordinaire.

La dissolution de l'association, pour quelque motif que ce soit, est prononcée par une assemblée générale extraordinaire qui nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Ce ou ces commissaires liquidateurs sont chargés de réaliser l'actif, de régler le passif et de notifier à la commission paritaire nationale le montant de l'actif ou du passif net.

L'actif est réparti de façon paritaire entre le collège employeur et le collège salarié.

Les formalités déclaratives seront accomplies sans délai par le président, dès l'adoption des présents statuts.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 10 novembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SNAECSO.

Syndicats de salariés :

Fédération nationale des services de santé et des services sociaux
CFDT ;

Fédération nationale des syndicats du spectacle, de l'audiovisuel et de
l'action culturelle USPAOC-CGT ;

Fédération santé et sociaux CFTC ;

Fédération nationale de l'action sociale CGT-FO.